

Art. 13.

Le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/40825]

Pouvoir judiciaire*Cour d'appel de Bruxelles*

Par ordonnance du 25 octobre 2017, M. Sury, Ph., conseiller suppléant honoraire à la cour d'appel de Bruxelles, a été désigné par le premier président de la cour d'appel de Bruxelles, pour continuer à exercer, pour une période d'un an, à partir du 15 novembre 2017, les fonctions de magistrat suppléant à cette cour.

Cour d'appel de Gand

La cour, réunie en assemblée générale le 1^{er} septembre 2017, a désigné M. Deschoolmeester, F., conseiller à la cour d'appel de Gand, comme président de chambre à cette cour, pour une période de trois ans prenant cours le 13 octobre 2017.

Art. 13.

Dit huishoudelijk reglement treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/40825]

Rechterlijke Macht*Hof van beroep te Brussel*

Bij beschikking van 25 oktober 2017, werd de heer Sury, Ph., ereplaatsvervangend raadsheer in het hof van beroep te Brussel, door de eerste voorzitter van het hof van beroep te Brussel, aangewezen om, voor een termijn van één jaar met ingang van 15 november 2017, het ambt van plaatsvervangend magistraat in dit hof, te blijven uitoefenen.

Hof van beroep te Gent

Het hof, verenigd in algemene vergadering op 1 september 2017, heeft de heer Deschoolmeester, F., raadsheer in het hof van beroep te Gent, aangewezen tot kamervoorzitter in dit hof, voor een termijn van drie jaar met ingang van 13 oktober 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/13696]

Dinant. — Adresses des services judiciaires

Les services ci-dessous demeurent à 5500 Dinant, rue Arthur Defoin 215 :

215A : Audience et greffe de la Justice de Paix – Beauraing-Dinant-Gedinne

215B : Audience et greffe du Tribunal de Commerce

215C : Audience et greffe du Tribunal de Police

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/13696]

Dinant. — Adressen van de gerechtelijke diensten

De onderstaande diensten zijn gevestigd te 5500 Dinant, rue Arthur Defoin 215 :

215A : Zitting en griffie van het Vredegerecht – Beauraing-Dinant-Gedinne

215B : Zitting en griffie van de Rechtbank van Koophandel

215C : Zitting en griffie van de Politie rechtbank

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/14010]

Commission des Jeux de hasard. — Liste des sites interdits

La liste modifiée des sites interdits en vertu de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, tel que modifiée par la Loi du 10 janvier 2010 portant modification de la législation relative aux jeux de hasard, approuvée par la Commission des Jeux de hasard le 25 octobre 2017, peut être consultée sur le site de la Commission des jeux de hasard www.gamingcommission.be.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/14010]

Kansspelcommissie. — Lijst verboden websites

De gewijzigde lijst van verboden websites krachtens de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspel-inrichtingen en de bescherming van de spelers, zoals gewijzigd bij de Wet van 10 januari 2010 tot wijziging van de wetgeving inzake kansspelen, goedgekeurd door de Kansspelcommissie op 25 oktober 2017, is consulteerbaar op de website van de Kansspelcommissie www.gamingcommission.be.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2017/13792]

6 OCTOBRE 2017. — Circulaire concernant l'utilisation extraterritoriale de ressources de numérotation étrangères en Belgique. — Application de l'article 8 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros (*Moniteur belge* du 28 juin 2007)

TABLE DES MATIERES

1. Objectif, contexte et cadre juridique
2. Quelles applications ont jusqu'à présent bénéficié d'une dérogation à l'article 8 de l'AR Numérotation ?
3. Comment les dossiers de demande sont-ils traités ?
 - 3.1. Sur le plan du contenu
 - 3.2. Procédure
4. Dispositions finales
1. Objectif, contexte et cadre juridique

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2017/13792]

6 OKTOBER 2017. — Omzendbrief met betrekking tot het extraterritoriaal gebruik van buitenlandse nummeringsmiddelen in België. — Toepassing van artikel 8 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers (*Belgisch Staatsblad* van 28 juni 2007)

INHOUDSOPGAVE

1. Doel, context en juridisch kader
2. Welke toepassingen hebben momenteel een uitzondering gekregen op artikel 8 van het KB Nummering?
3. Hoe worden aanvraagdossiers behandeld?
 - 3.1. Inhoudelijk
 - 3.2. Procedure
4. Slotbepalingen
1. Doel, context en juridisch kader

L'IBPT et les dirigeants politiques sont de plus en plus confrontés à des questions concernant l'utilisation de manière permanente de ressources de numérotation d'un plan de numérotation étranger en Belgique (en abrégé « l'utilisation extraterritoriale de ressources de numérotation étrangères »).

Cette utilisation est actuellement réglée comme suit à l'article 8 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros (*Moniteur belge*, 28 juin 2007) :

« À l'exception des utilisateurs finals des services de communications électroniques mobiles en situation de roaming et de l'utilisation nomade des numéros des autres pays qui acceptent également la nomadité des services de communications électroniques nationaux à l'extérieur des frontières nationales à des conditions égales ou similaires à celles auxquelles la nomadité est acceptée dans le présent arrêté, les utilisateurs finals des services de communications électroniques sur le territoire belge peuvent uniquement être identifiés en utilisant la capacité de leurs plans nationaux de numérotation.

Le Ministre peut, dans le cadre de développements européens ou internationaux, prévoir des exceptions supplémentaires au principe de l'alinéa premier. »

L'article 8 de l'arrêté royal relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros (ci-après « AR Numérotation ») permet donc de déroger à l'interdiction d'utilisation extraterritoriale de ressources de numérotation sur le territoire belge via un arrêté ministériel dans le cadre de développements européens ou internationaux.

La présente communication vise à créer davantage de transparence concernant les conditions d'utilisation extraterritoriale de ressources de numérotation étrangères en Belgique et l'approche belge dans des dossiers traitant de ce type d'utilisation extraterritoriale.

L'IBPT a procédé à une première analyse de l'utilisation extraterritoriale de ressources de numérotation en général (pas uniquement l'utilisation extraterritoriale de ressources de numérotation étrangères en Belgique) au point 10 du document « Synthèse et analyse détaillée des réponses à la consultation à la demande du Conseil de l'IBPT du 25 novembre 2014 concernant la révision de la politique en matière de gestion du plan de numérotation du 28 juillet 2015 » (1).

L'utilisation extraterritoriale a ensuite fait l'objet d'une nouvelle analyse dans le document « Résumé et analyse des réponses à la consultation à la demande du Conseil de l'IBPT du 31 janvier 2017 concernant les aspects de numérotation des services eCall » (ci-après « analyse eCall ») (2) (publication sur le site Internet de l'IBPT : 29 juin 2017).

Sur le plan européen et international, les développements suivants peuvent être évoqués en la matière :

1. L'adoption de la Recommandation ECC 16(02) « Extra-Territorial Use of E.164 Numbers - High level principles of assignment and use » (approuvée le 28 avril 2016) (3) ;

2. L'ajout de l'Annexe E à la Recommandation E.212 de l'UIT-T (l'ajout date de 2008 ; la dernière mise à jour de l'Annexe E date quant à elle de 2016) (4) ;

3. La conclusion de l'accord entre l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) et l'IBPT concernant l'utilisation extraterritoriale bilatérale de l'identité internationale d'abonnement mobile (IMSI) E.212 (accord conclu le 28 avril 2015 et entré en vigueur en Belgique le 30 avril 2015).

2. Quelles applications ont jusqu'à présent bénéficié d'une dérogation à l'article 8 de l'AR Numérotation ?

Des dérogations à l'interdiction en matière d'utilisation extraterritoriale de ressources de numérotation ont été accordées ces dernières années par arrêté ministériel pour trois applications spécifiques (de Join Wireless, Proximus et Astrid). Dans ces dossiers, il était systématiquement question de l'utilisation extraterritoriale permanente en Belgique de numéros d'identification E.212 luxembourgeois du plan d'identification E.212 luxembourgeois et, selon le cas, associés à des numéros E.164 luxembourgeois ou belges. Cette association est possible grâce aux évolutions technologiques, notamment au niveau des Home Location Registers, utilisés par les opérateurs mobiles.

C'est l'IBPT qui a examiné ces dossiers, en vérifiant plus particulièrement :

- si le demandeur a notifié le service en question conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;

- si la dérogation demandée a été décrite de manière précise et exhaustive, et

- si les principes fixés ou recommandés par les instances qui sont à l'origine des développements internationaux et européens précités ont été respectés.

3. Comment les dossiers de demande sont-ils traités ?

Meer en meer worden het BIPT en het beleid geconfronteerd met vragen over het gebruik op permanente basis van nummeringsmiddelen uit een buitenlands nummerplan in België (kortweg "extraterritoriaal gebruik van buitenlandse nummeringsmiddelen").

Artikel 8 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers (*Belgisch Staatsblad*, 28 juni 2007) regelt dit gebruik momenteel als volgt :

"Met uitzondering van eindgebruikers van mobiele elektronische communicatiediensten in roamingtoestand en het nomadisch gebruik van nummers van andere landen die de nomadiciteit van nationale elektronische-communicatiediensten buiten de landsgrenzen eveneens aanvaarden onder voorwaarden die gelijk of gelijkaardig zijn aan de voorwaarden waaronder nomadiciteit in dit besluit aanvaard wordt, mogen eindgebruikers van elektronische communicatiediensten op het Belgische grondgebied enkel geïdentificeerd worden door gebruik te maken van capaciteit uit de nationale nummerplannen.

De Minister kan, in het kader van Europese of internationale ontwikkelingen, verdere uitzonderingen op het principe van het eerste lid vaststellen."

Artikel 8 van het koninklijk besluit betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers (hier verder afgekort "KB Nummering") laat dus toe om af te wijken van het verbod op extraterritoriaal gebruik van nummeringsmiddelen op Belgisch grondgebied via een ministerieel besluit in het kader van Europese en internationale ontwikkelingen.

Deze Mededeling heeft als doel om meer transparantie te creëren inzake de voorwaarden voor extraterritoriaal gebruik van buitenlandse nummeringsmiddelen in België en de Belgische aanpak in dossiers over dit type van extraterritoriaal gebruik.

Het BIPT heeft het extraterritoriaal gebruik van nummeringsmiddelen in het algemeen (niet alleen het extraterritoriaal gebruik van buitenlandse nummeringsmiddelen in België) voor het eerst geanalyseerd in punt 10 van het document "Synthese en verdere analyse antwoorden op de raadpleging op vraag van de Raad van het BIPT van 25 november 2014 met betrekking tot de herziening van het beleid inzake het beheer van het nummerplan van 28 juli 2015" (1).

Later werd het extraterritoriaal gebruik opnieuw geanalyseerd in het document "Samenvatting en analyse van de antwoorden op de raadpleging op vraag van de Raad van het BIPT van 31 januari 2017 met betrekking tot de nummeringsaspecten van eCall-diensten" (hier verder afgekort "eCall analyse") (2) (publicatie op website BIPT: 29 juni 2017).

Op Europees en internationaal vlak kunnen ter zake volgende ontwikkelingen aangestipt worden :

1. De aanneming van ECC-Aanbeveling 16(02) "Extra-Territorial Use of E.164 Numbers - High level principles of assignment and use" (goedgekeurd op 28 April 2016) (3) ;

2. De toevoeging van Annex E aan de E.212-Aanbeveling van de ITU-T (de toevoeging dateert van 2008; de laatste update van Annex E van 2016) (4) ;

3. Het afsluiten van het akkoord tussen het Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) en het BIPT met betrekking tot het wederzijds extra-territoriaal gebruik van de E.212 Mobile Abonnee identificatienummers (IMSI) (akkoord afgesloten op 28 april 2015 en in werking getreden in België op 30 april 2015).

2. Welke toepassingen hebben momenteel een uitzondering gekregen op artikel 8 van het KB Nummering?

In de voorbije jaren zijn via ministerieel besluit voor drie specifieke toepassingen (van Join Wireless, Proximus en Astrid) uitzonderingen toegestaan op het verbod inzake het extraterritoriaal gebruik van nummeringsmiddelen. Het ging in deze dossiers steeds om het permanent extraterritoriaal gebruik in België van Luxemburgse E.212-identificatienummers uit het Luxemburgs E.212-identificatieplan, en, afhankelijk van het geval, koppeling met Luxemburgse of Belgische E.164-nummers. Zo'n koppeling is mogelijk tengevolge van technologische evoluties, met name op het niveau van de Home Location Registers, gebruikt door de mobiele operatoren.

In deze dossiers heeft het BIPT het onderzoek gevoerd en daarbij in het bijzonder nagegaan :

- Of de aanvrager een kennisgeving van de betrokken dienst heeft gedaan overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

- Of de gevraagde uitzondering precies en volledig omschreven is, en

- Of voldaan is aan de principes vastgesteld of aanbevolen door de instanties die aan de basis liggen van de hierboven vermelde internationale en Europese ontwikkelingen.

3. Hoe worden aanvraagdossiers behandeld?

En conformité avec les développements européens et internationaux, d'autres dérogations à l'utilisation extraterritoriale de ressources de numérotation peuvent être envisagées. L'IBPT procédera dans ce cadre à un examen, selon le schéma suivant :

3.1. Sur le plan du contenu

Tout d'abord - comme précisé dans l'analyse eCall de l'IBPT - un cadre sera élaboré, introduisant une dérogation générale à l'article 8 de l'AR Numérotation pour les applications IoT-connected car et eCall.

Pour d'autres applications spécifiques, l'IBPT recevra les demandes de dérogation à l'interdiction d'utilisation extraterritoriale de ressources de numérotation sur le territoire belge (selon la procédure décrite au point 3.2) et examinera leur conformité avec les développements européens et internationaux, sur la base des lignes directrices suivantes :

- l'autorité publique compétente en matière de numérotation dans le pays d'où proviennent les ressources de numérotation est consultée et marque son accord sur l'utilisation extraterritoriale ;

- il ne peut y avoir d'effets dommageables pour les utilisateurs belges;

- l'utilisation extraterritoriale doit créer une valeur ajoutée par rapport à l'utilisation de numéros nationaux ;

- l'utilisation extraterritoriale ne peut être dictée par la volonté de contourner la réglementation, notamment :

- o l'utilisation extraterritoriale ne peut pas entraîner des risques de fraude ou d'abus ;

- o Les règles de protection des consommateurs applicables en Belgique et d'autres règles relatives à l'utilisation de numéros en Belgique doivent être respectées.

3.2. Procédure

Les demandes d'application de l'article 8, alinéa 2, de l'AR Numérotation ne sont pas des demandes d'octroi de droits d'utilisation de numéros au sens de l'article 11, § 1^{er}, de la loi relative aux communications électroniques et ne sont dès lors pas soumises aux règles de procédure (et redevances) de l'AR Numérotation. C'est la raison pour laquelle l'IBPT m'a fourni les précisions suivantes concernant les étapes procédurales qu'une demande potentielle doit parcourir :

Chaque demandeur peut introduire un dossier auprès de l'IBPT, par courrier ou par e-mail, contenant une description détaillée de l'application et des ressources de numérotation étrangères qui y sont liées de manière à ce que l'IBPT puisse examiner le dossier. L'IBPT fournira un accusé de réception au demandeur, par courrier ou par e-mail.

À l'issue de son examen, l'IBPT rendra un avis à l'attention du Ministre avec, le cas échéant, un projet d'arrêté ministériel qui sera également transmis au demandeur. À cette occasion, le demandeur a la possibilité de réagir à l'avis de l'IBPT et au projet d'arrêté ministériel éventuel correspondant dans un délai déterminé à l'égard du Ministre.

Le Ministre décide ensuite d'accéder ou non à la demande d'utilisation extraterritoriale de ressources de numérotation étrangères en Belgique et informe le demandeur ainsi que l'IBPT de la décision prise.

Si le cadre de l'UIT le requiert, l'utilisation extraterritoriale accordée est ensuite notifiée à l'UIT par l'IBPT. Voir par exemple les dossiers qui relèvent du champ d'application de l'Annexe E de la Recommandation E.212 de l'UIT-T.

Le Ministre décide en outre de la publication ultérieure de la dérogation.

Pour chaque décision en matière de publication, il est tenu compte de la confidentialité des données d'entreprise du demandeur.

In lijn met de Europese en internationale ontwikkelingen, kunnen verdere uitzonderingen op het verbod tot extraterritoriaal gebruik van nummeringsmiddelen worden overwogen. Hierbij zal het BIPT het onderzoek voeren volgens de volgende lijnen :

3.1. Inhoudelijk

Ten eerste – zoals gesteld in de eCall analyse van het BIPT – zal een kader uitgewerkt worden om voor IoT-connected car toepassingen en eCall een algemene uitzondering te maken op artikel 8 van het KB Nummering.

Voor andere specifieke toepassingen zal het BIPT de vragen om af te wijken van het verbod op extraterritoriaal gebruik van nummeringsmiddelen op Belgisch grondgebied (volgens het proces beschreven in 3.2) ontvangen en onderzoeken op hun conformiteit met de Europese en internationale ontwikkelingen, op basis van volgende richtsnoeren :

- de publieke Overheid bevoegd voor nummering van het land waaruit de nummeringsmiddelen komen is geconsulteerd en gaat akkoord met het extraterritoriaal gebruik;

- er kunnen geen nadelige effecten optreden voor de Belgische gebruikers;

- het extraterritoriaal gebruik moet een toegevoegde waarde creëren ten opzichte van het gebruik van nationale nummers;

- het extraterritoriaal gebruik mag niet ingegeven zijn om regelgeving te omzeilen, inzonderheid :

- o het extraterritoriaal gebruik mag geen risico's op fraude of misbruiken creëren;

- o de toepasselijke consumentenbeschermingsregels in België en andere regels in verband met het gebruik van nummers in België moeten nageleefd worden.

3.2. Procedure

Aanvragen tot toepassing van artikel 8, tweede lid, van het KB Nummering zijn geen aanvragen tot toekenning van gebruiksrechten voor nummers in de zin van artikel 11, § 1 van de wet betreffende de elektronische communicatie en zijn dan ook niet onderworpen aan de procedurele regels (en heffingen) van het KB Nummering. Vandaar dat het BIPT mij volgende duidelijkheid heeft gegeven over de procedurele stappen die een mogelijke aanvraag zal doorlopen:

Elk aanvrager kan via brief of via e-mail een dossier indienen bij het BIPT met een uitgebreide beschrijving van de toepassing en de hieraan gerelateerde buitenlandse nummeringsmiddelen, zodat het BIPT het dossier kan onderzoeken. Het BIPT zal de aanvrager een ontvangstbevestiging bezorgen via brief of via e-mail.

Het BIPT zal, na afronding van zijn onderzoek, een advies uitbrengen voor de Minister met, in voorkomend geval, een ontwerp van ministerieel besluit welke tevens zullen overgemaakt worden aan de verzoeker. De verzoeker krijgt daarbij een mogelijkheid om binnen een bepaalde termijn ten aanzien van de Minister te reageren op het BIPT-advies en het eventueel bijhorend ontwerp van ministerieel besluit.

De Minister beslist vervolgens om al dan niet op de vraag tot extraterritoriaal gebruik van buitenlandse nummeringsmiddelen in België in te gaan en brengt de aanvrager, alsook het BIPT, op de hoogte van de genomen beslissing.

Indien vereist door het ITU-kader wordt het toegestane extraterritoriaal gebruik nadien door het BIPT aan de ITU genotificeerd. Zie bijvoorbeeld de dossiers die vallen onder het toepassingsgebied van Annex E van de E.212-Aanbeveling van de ITU-T.

De Minister beslist daarenboven over de verdere bekendmaking van de uitzondering.

Bij iedere beslissing omtrent de bekendmaking wordt rekening gehouden met de vertrouwelijkheid van de bedrijfsgegevens van de aanvrager.

4. Dispositions finales

Le Ministre demande à l'IBPT de publier la présente communication sur son site Internet.

(1) voir :

<http://www.bipt.be/fr/operateurs/telecom/numerotation/regulation/synthese-et-analyse-detaillee-des-reponses-a-la-consultation-a-la-demande-du-conseil-de-libpt-du-25-novembre-2014-concernant-la-revision-de-la-politique-en-matiere-de-gestion-du-plan-de-numerotation-du-28-juillet-2015>, plus précisément le point 10, pages 29 à 35.

(2) voir :

<http://www.bipt.be/fr/operateurs/telecom/numerotation/regulation/resume-et-analyse-des-reponses-a-la-consultation-a-la-demande-du-conseil-de-libpt-du-31-janvier-2017-concernant-les-aspects-de-numerotation-des-services-ecall>, plus précisément le point 7, pages 11 à 13.

(3) <http://www.erodocdb.dk/Docs/doc98/official/pdf/REC1602.PDF>

(4) <https://www.itu.int/rec/T-REC-E.212-201609-I/fr>

Donné à Bruxelles, le 6 octobre 2017.

A. DE CROO,

Vice-Premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique des Télécommunications et de la Poste

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2017/31467]

**Bureau de normalisation (NBN)
Enquête publique**

Le Bureau de normalisation (NBN) met à l'enquête publique les projets de norme belge ci-après.

Ces projets peuvent être obtenus contre paiement au Bureau de normalisation, rue Joseph II 40/6, 1000 Bruxelles (www.nbn.be).

Observations et suggestions peuvent être envoyées au NBN (pe.nbn.be) jusqu'à la date de clôture de l'enquête.

La date de clôture est à modifier, le cas échéant, pour réserver un délai de cinq mois après la parution du présent avis.

prNBN S 23-002-2:2017

Vitrierie - Partie 2: Calcul des épaisseurs de verre

Enquête publique jusqu'au 15 avril 2018.

prNBN S 23-002-3:2017

Vitrierie - Partie 3: Calcul des épaisseurs de verre en façade

Enquête publique jusqu'au 15 avril 2018.

AUTORITE BELGE DE LA CONCURRENCE

[C - 2017/31466]

Auditorat. — Avis. — Notification préalable d'une opération de concentration. — Affaire n° MEDE-C/C-17/0034: D'Ieteren SA / groupe Rietje

Le 7 novembre 2017, l'auditeur général de l'Autorité belge de la Concurrence a reçu une notification de concentration au sens de l'article IV.10, § 1^{er} de la loi du 3 avril 2013 portant insertion du livre IV et du livre V dans le Code de droit économique (M.B., 26 avril 2013). Il en ressort que D'Ieteren SA acquiert le contrôle exclusif des sociétés d'exploitation du groupe Rietje.

Selon la notification, la concentration concerne le secteur de la distribution automobile.

L'Auditorat invite les tiers concernés à transmettre leurs éventuelles observations sur l'opération de concentration de préférence avant le 16 novembre 2017.

Ces observations peuvent être envoyées par courrier électronique sous la référence MEDE-C/C-17/0034 à l'adresse suivante : aud@bma-abc.be.

4. Slotbepalingen

De Minister verzoekt het BIPT deze Mededeling op zijn website te publiceren.

(1) zie:

<http://bipt.be/nl/operatoren/telecom/nummering/regulering/synthese-en-verdere-analyse-antwoorden-op-de-raadpleging-op-vraag-van-de-raad-van-het-bipt-van-25-november-2014-met-betrekking-tot-de-herziening-van-het-beleid-inzake-het-beheer-van-het-nummerplan-van-28-juli-2015>, meer bepaald punt 10 op pagina's 29 tot en met 35.

(2) zie :

<http://bipt.be/nl/operatoren/telecom/nummering/regulering/samenvatting-en-analyse-van-de-antwoorden-op-de-raadpleging-op-vraag-van-de-raad-van-het-bipt-van-31-januari-2017-met-betrekking-tot-de-nummeringsaspecten-van-ecall-diensten>, meer bepaald punt 7 op pagina's 11 tot en met 13.

(3) <http://www.erodocdb.dk/Docs/doc98/official/pdf/REC1602.PDF>

(4) <https://www.itu.int/rec/T-REC-E.212-201609-I/en>

Gegeven te Brussel, op 6 oktober 2017.

A. DE CROO,

Vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2017/31467]

**Bureau voor Normalisatie (NBN)
Publicatie ter kritiek**

Het Bureau voor normalisatie (NBN) publiceert ter kritiek de hierna volgende Belgische normontwerpen.

Deze ontwerpen zijn verkrijgbaar tegen betaling bij het Bureau voor normalisatie, Jozef II-straat 40/6, 1000 Brussel (www.nbn.be).

Opmerkingen en suggesties mogen overgemaakt worden aan het NBN (pe.nbn.be) tot op de sluitingsdatum van het onderzoek.

De vermelde sluitingsdatum dient eventueel gewijzigd te worden om een termijn van vijf maanden na het verschijnen van dit bericht te waarborgen.

prNBN S 23-002-2:2017

Glaswerk - Deel 2: Berekening van de glasdikte

Publicatie ter kritiek tot 15 april 2018.

prNBN S 23-002-3:2017

Glaswerk - Deel 3: Berekening van de glasdikte in gevels

Publicatie ter kritiek tot 15 april 2018.

BELGISCHE MEDEDINGINGS-AUTORITEIT

[C - 2017/31466]

Auditoraat. — Kennisgeving. — Voorafgaande aanmelding van een concentratie. — Zaak nr. MEDE-C/C-17/0034: D'Ieteren SA / groep Rietje

Op 7 november 2017, ontving de auditeur-generaal van de Belgische Mededingingsautoriteit een aanmelding van een concentratie in de zin van artikel IV.10, § 1 van de wet van 3 april 2013 houdende invoering van boek IV en van boek V in het Wetboek van economisch recht (*Belgisch Staatsblad*, 26 april 2013). Hierin wordt meegedeeld dat D'Ieteren SA de uitsluitende controle verwerft over de exploitatiemaatschappijen van groep Rietje.

Volgens de aanmelding heeft de concentratie betrekking op de sector van de autodistributie.

Het Auditoraat verzoekt belanghebbende derden hun eventuele opmerkingen ten aanzien van de voorgenomen concentratie kenbaar te maken, bij voorkeur voor 16 november 2017.

Deze opmerkingen worden per e-mail onder vermelding van referentie MEDE-C/C-17/0034, toegezonden: aud@bma-abc.be.